# La chute du prix du pétrole et ses

**Par Abdelmadjid Attar, consultant, ancien P-DG de Sonatrach**

### 1- Les facteurs qui déterminent le prix du pétrole et l'évolution de son marché

Beaucoup d'analyses et d'interprétations sont émises sur les causes de la chute du prix du pétrole, alors que les deux facteurs fondamentaux sont toujours l'offre et la demande sur le marché. Ils n'évoluent tout simplement plus de la même façon, avec en plus de nouveaux facteurs qui viennent les influencer, entraînant de profondes mutations sur le marché énergétique global à travers le monde.

- L'offre a non seulement évolué en volume mais s'est aussi diversifiée géographiquement avec soit de nouveaux producteurs soit de nouvelles capacités de production. Nous avons trois catégories :

➢ la première est constituée des pays déjà producteurs, mais qui ont augmenté leur capacité en fonction de la demande et souvent de la hausse du prix (pays du Golfe, Russie, Brésil, Mexique, etc.) tout au long de la décennie passée ;

➢ la deuxième est constituée des pays producteurs dont l'économie a besoin de plus de en plus de ressources financières et dépend largement de la rente pétrolière (Irak, Iran, Libye, Algérie, Nigeria, Venezuela...). Seules les instabilités géopolitiques ont diminué ou modéré leur part de production, mais les prévisions d'augmentation de l'Irak, la Libye et l'Iran avec un excédent de 2 à 3 millions de barils par jour en 2016 constituent déjà un facteur très négatif sur le marché ;

➢ la troisième est constituée de nouveaux producteurs en pétrole et gaz naturel, qui ont bouleversé les équilibres du marché énergétique soit en consommant une partie de leur propre production et en important moins, soit en la mettant sur le marché. La production en pétrole et gaz de schiste des Etats-Unis a, par exemple, réduit de façon importante leurs importations, mais aussi contribué au déclin du baril sur le marché mondial. Ils sont aujourd'hui le plus gros producteur de pétrole et vont bientôt devenir exportateurs de gaz naturel.

- La demande a évolué de façon complètement différente, en fonction de facteurs qui ont eux-mêmes changé ou sont complètement nouveaux :

➢ le premier facteur correspond à l'augmentation logique et habituelle de la demande ou de la consommation énergétique de tous les pays, y compris les pays producteurs et exportateurs (pays du Golfe, Russie, Etats-Unis), et surtout les pays émergents (Inde et Asie). Mais cette augmentation est relativement faible depuis une décennie et croît de moins en moins ;

➢ le deuxième facteur, le plus important au cours de la décennie passée, est celui de la récession économique mondiale qui a entraîné des réductions importantes de la croissance de la demande mondiale ;

➢ le troisième facteur qui est lié aussi à la récession économique vient des progrès technologiques ayant entraîné d'importantes réductions de consommation (économie d'énergie) d'une part, et le développement des énergies renouvelables. Ce facteur a pesé de tout son poids dans les pays gros consommateurs et importateurs (Europe et Etats-Unis) ;

➢ le quatrième facteur est lié à la volonté des pays gros consommateurs et importateurs d'assurer leur autosuffisance et réduire leur exposition aux crises géopolitiques dans les régions productrices. Cette volonté s'est traduite par la réduction des importations et bien sûr le développement des hydrocarbures non conventionnels aux Etats-Unis depuis une décennie. Ce développement eut lieu grâce à d'énormes progrès technologiques qui ont réduit les coûts d'exploitation de 40 à 50% aux Etats-Unis et au Canada.

On peut donc conclure que le pétrole, sans devenir une simple marchandise parce qu'il est nécessaire encore avec le gaz naturel pour de nombreuses décennies, est simplement trop abondant sur un marché qui ne dépend plus des producteurs exportateurs, mais est de plus en plus soumis à de nouveaux facteurs, eux-mêmes caractérisés par un degré d'incertitude élevé. Nous sommes par conséquent dans une période de transition énergétique importante dont les aboutissements ne sont pas bien cernés pour le moment.

### 2- Les raisons de la baisse du prix du pétrole

Les raisons techniques et économiques de la forte baisse du prix du pétrole sont à mon avis dans les facteurs que je viens d'évoquer, et on peut les résumer de cette façon :

- un excédent de l'offre provenant de l'ensemble des producteurs qui est aujourd'hui d'au moins 2 millions de barils par jour, et pourrait atteindre 4 millions de barils en 2016 ;

- un ralentissement de la demande surtout au niveau des marchés asiatiques dont les pays sont pourtant les véritables moteurs de la croissance mondiale ;

- un ralentissement de l'économie mondiale dont le taux n'atteindra peut-être même pas 3% et une forte progression du dollar. Même la baisse de 50% du prix du baril n'a pas pu à ce jour stimuler la demande, ce qui prouve que le facteur économique est aujourd'hui prépondérant.

Il y a aussi des facteurs politiques qui ont contribué à aggraver la baisse du prix, ou en la prolongeant dans le temps. Mais ces facteurs sont d'abord liés à des considérations économiques, notamment quand il s'agit de faire face aux nouveaux producteurs d'hydrocarbures non conventionnels pour préserver sa part de marché. Il y a réellement une guerre de parts de production.

Les pressions sur l'Iran et la Russie ne sont pas à mon avis un facteur de base, mais ont contribué à prolonger l'instabilité du marché et le manque de vision sur son évolution ou sa durée.

Il me semble donc que les conditions d'une augmentation du prix du baril sont :

- une reprise de la consommation et de la croissance économique mondiale en 2016, grâce au prix actuel du baril, au fléchissement de la production des hydrocarbures non conventionnels dont au moins 50% ne peuvent plus supporter les coûts d'exploitation actuels ;

- un accord entre les pays producteurs de l'OPEP et non-OPEP sur des actions même symboliques susceptibles de stabiliser le prix et l'empêcher de baisser à nouveau ;

- un accord entre les pays de l'OPEP pour prévenir et gérer les impacts des éventuelles augmentations de production des 3 pays suivants : Iran, Irak, Libye.

Est-ce que cela est possible maintenant ou plus tard ? Il est vraiment difficile de donner une réponse pour le court terme, mais on peut au moins émettre une hypothèse qui consiste à prévoir que :

- la ressource énergétique nécessaire au développement économique mondial provient et proviendra encore pour plusieurs décennies à partir des hydrocarbures ;

- les réserves s'épuisent mais restent encore abondantes et seule leur répartition géographique ainsi que leurs marchés sont en train d'être modifiés ;

- c'est un nouvel équilibre qui est en train de s'installer, mais qui n'empêchera pas les prix de revenir à un niveau raisonnable à moyen terme.

**Qu'en est-il maintenant au point de vue conséquences et mesures prises ou à prendre pour les pays producteurs, dont l'Algérie face à cette situation ?**

### 3- Évolution de la production d'hydrocarbures et des exportations

Les réserves de l'Algérie en 2014 s'élèvent à 2 500 millions de tonnes équivalent pétrole d'hydrocarbures liquides dont 56% sont prouvés, et 4 500 milliards de mètres cubes de gaz naturel dont 60% sont prouvés. Le reste étant probable et possible.

La production pétrolière et gazière est en baisse depuis 2007, avec un léger redressement en 2014 et peut-être en 2015, selon les prévisions. Mais elle demeurera encore loin des records des années passées.

En 2014, sur une production primaire totale de 195 millions de tonnes équivalent pétrole, 102,7 ont été exportés et 47,3 consommés sur le marché national.

***En 2014, sur une production primaire totale de 195 millions de tonnes équivalent pétrole, 102,7 ont été exportés et 47,3 consommés sur le marché national. La différence correspond à l'autoconsommation des installations pétrolières et au recyclage du gaz naturel d'écoulement pour améliorer la récupération des hydrocarbures liquides et le maintien de pression.***

La différence correspond à l'autoconsommation des installations pétrolières et au recyclage du gaz naturel d'écoulement pour améliorer la récupération des hydrocarbures liquides et le maintien de pression.

La production d'hydrocarbures liquides en 2014 a atteint 1,4 million de barils par jour, dont environ 1,1 million barils/jour de pétrole. Sur une production totale de 77,1 millions de tonnes équivalent pétrole produites, 35,7 millions, soit 46,3%, ont été exportés. La différence a été consommée sur le marché intérieur sous forme de carburants, ressources énergétiques ou matières premières des industries pétrochimiques. Celle du gaz naturel a atteint 131 milliards de mètres cubes dont 45 autoconsommés, 48 exportés, et 35 consommés sur le marché intérieur

On constate donc que la production globale en baisse depuis 2007 est en train de se stabiliser en 2014 avec un léger redressement, prévu aussi en 2015 et 2016, mais encore loin des productions record de 2007-2008.

Les recettes d'exportation dont les hydrocarbures constituent 98% depuis plus d'une décennie ont enregistré une faible baisse entre 2012 et 2013 du fait de la baisse des volumes exportés, puis une baisse importante en 2014 due à la chute du baril. Cette baisse atteindra probablement 50% en 2015 et affectera de façon importante les équilibres budgétaires. Pendant la même période, les importations globales ont augmenté chaque année jusqu'en 2014 dépassant largement les exportations globales, alors que les exportations hors hydrocarbures ont stagné à moins de 3 milliards de dollars.

### 4- Évolution des équilibres et incidence sur l'économie du pays

Les recettes d'exportation ont représenté 27% du PIB en 2014 et ne couvrent plus les importations globales du pays depuis 2013. Elles vont probablement atteindre 17% du PIB en 2015 et ne couvriront plus que 60 à 70% maximum des importations globales.

Le budget de fonctionnement et d'équipement est resté plus ou moins stable, autour de 90 milliards de dollars, soit environ 40% du PIB. Les recettes fiscales ordinaires ont légèrement baissé entre 2013 et 2014 et couvrent moins de 50% des dépenses de fonctionnement depuis les années 1990. Soit un déficit budgétaire de 21% par rapport au PIB de 2014.

Le déficit de la balance commerciale par rapport au PIB est passé de 4,4% en 2012 à 7,1% en 2014, avec des prévisions de 12,1% en 2015.

Le déficit du Trésor public existe en réalité depuis 2006 et a été à chaque fois financé par le Fonds de régulation des recettes, lui-même alimenté par les excédents des exportations pétrolières quand le prix du baril était assez élevé. Ce fonds ne contenait à la fin de 2014 que 45 milliards de dollars par rapport aux 75 milliards à fin 2012.

Il faut aussi préciser que grâce au remboursement intégral de la dette extérieure de l'Algérie en 2004, les réserves de change ont atteint 194 milliards de dollars en 2013, avant de chuter à 179 milliards en 2014, et probablement moins de 150 milliards en 2015.

Il faut enfin préciser que la chute du baril et ses conséquences sur l'économie de l'Algérie, aggravée par la hausse du dollar au niveau des échanges, a aussi entraîné au cours de 2014-2015 une chute du dinar qui a perdu plus de 20% de sa valeur.

### 5- Les conséquences sur les politiques et programmes de développement

Le premier constat qu'on puisse faire est que l'Algérie est un pays qui consomme plus qu'il ne produit avec une économie totalement dépendante des hydrocarbures, caractérisée par :

- un déficit budgétaire qui a atteint 21% par rapport au PIB en 2014 et ne descendra pas à moins de 18% en 2015, malgré un début de politique d'austérité pour 2016 ;